

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESCAVAMAR

1 chemin de qunita Aubert
09200 Moulis

Références : -
Code AIOT : 0006600486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement ESCAVAMAR implanté Les Conques 30580 Brouzet-lès-Alès. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESCAVAMAR
- Les Conques 30580 Brouzet-lès-Alès
- Code AIOT : 0006600486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 pour une durée de 30 ans. Après plusieurs années d'activité très restreintes, un changement est intervenu en début d'année 2021 au bénéfice de la société ESCAVAMAR, qui a mis en place la société MAP implantée en Ariège pour assurer l'exploitation du site et de la carrière exploitée dans ce département.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Condition d'exploitation des carrières souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.2 et 16.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	PC1 Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 22/03/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	PC2 Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	PC 3 Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 2.1.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence de plan de surface, de registre d'avancement, et la nécessité de compléter/actualiser le plan d'exploitation;
- la nécessité de créer une aire pour le stationnement des engins de chantiers;
- la nécessité d'évacuer via des filières adaptées les équipements abandonnés;
- la nécessité de mettre en œuvre la surveillance géotechnique préconisée par les bureaux d'études;
- la nécessité de justifier et d'actualiser les garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Condition d'exploitation des carrières souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.2 et 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'exploitation des carrières souterraines et plans
Prescription contrôlée : 14.2. Exploitations souterraines : L'exploitant d'une carrière souterraine, lorsque la profondeur de l'exploitation comptée à partir de la surface est inférieure à 100 mètres, informe le préfet un mois avant que les travaux n'arrivent à une distance horizontale de 50 mètres des éléments de la surface à protéger mentionnés à l'article 14-1 ci-dessus. Le préfet fixe, s'il y a lieu, les massifs de protection à laisser en place ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent, le cas échéant, être traversés ou enlevés ; il notifie sa décision à

<p>l'exploitant dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception de l'information.</p> <p>Registres et plans de carrières souterraines</p> <p>16.1. Plans et registres :</p> <p>Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/2 000, du 1/2 500 ou du 1/5 000, est établi pour chaque carrière souterraine. Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.</p> <p>Ce plan d'ensemble est mis à jour au moins une fois tous les six mois.</p> <p>Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation actualisé annuellement.</p> <p>L'inspection a observé une absence de complétude au regard de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'actualiser semestriellement son plan d'ensemble, de respecter l'échelle appropriée et de faire reporter l'intégralité des éléments mentionnés dans la prescription contrôlée.</p> <p>Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux doivent également être établis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>18.1. Prévention des pollutions accidentelles :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière dispose de 2 chargeuses sur le site, leur ravitaillement se fait bord à bord. Le site n'abrite pas d'aire de stationnement adaptée pour collecter un déversement accidentel d'hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de créer une aire de stationnement adaptée aux dimensions des engins de chantiers présents sur le site, de nature à récupérer les hydrocarbures en présence d'un</p>

déversement accidentel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : PC1 Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les articles 1.9.2.1 et 1.9.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2004-61 du 20 octobre 2004 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R.516-2 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site après exploitation.</p> <p>L'absence de garanties financières entraîne la suspension d'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.</p> <p>Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.</p> <p>Les montants des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.</p> <p>Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.</p> <p>Les montants minimums retenus pour la constitution des garanties sont indiqués ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • période du 15 mars 2021 au 19 mars octobre 2024 7026€, • période du 20 octobre 2024 au 19 octobre 2029 7349€ • période du 20 octobre 2029 au 19 octobre 2034 7099€.
<p>Constats :</p> <p>A l'occasion de la visite, les garanties financières pour la phase quinquennale n°1 arrivaient à échéance le 29 octobre 2024. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des garanties financières pour la deuxième phase quinquennale. Il a présenté à l'inspection des installations classées des échanges avec l'organisme bancaire concerné. Il apparait que l'absence de garanties financières relève d'une incompréhension dans les échanges avec cet organisme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de finaliser ses démarches pour justifier des garanties financières actualisées prévues pour la période du 20 octobre 2024 au 19 octobre 2029. Ce manquement fera l'objet d'une lettre préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : PC2 Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 1.9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Afin de protéger les éléments de la surface, les extractions seront réalisées selon les dispositions définies par l'étude géotechnique jointe à l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">• piliers de section carrée minimale de 3m sur 3m de côtés taillés à l'aide d'une rouilleuse• distance maximale de 10 m entre piliers• élancement des piliers limité à 2,5 (hauteur/largeur) - recouvrement compris entre 5m et 20 m.
Constats : La stabilité géotechnique de la carrière a fait l'objet de diverses études. L'étude du 5 février 2004 spécifie l'architecture pour les piliers et la hauteur de recouvrement à respecter. L'étude du 30 mars 2023 complétée le 27 octobre 2023 précise l'évolution de la stabilité géotechnique de la carrière et justifie de sa tenue à court et à moyen termes, et préconise un suivi de certaines fissures ou piliers. L'inspection des installations classées a vérifié l'enlèvement des stériles au niveau du terrain naturel pour la partie sus-jacente aux travaux souterrains. Elle n'a pas observé la mise en place de la surveillance géotechnique préconisée par le bureau d'études Géotec.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre la surveillance géotechnique pour les fissures et les piliers telle que préconisée par le bureau d'étude Géotec. A l'image du dernier pilier réalisé à l'avancement des travaux, leur architecture et la hauteur de recouvrement devront respecter les préconisations de l'étude de 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : PC 3 Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2004, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site de la carrière abrite de nombreux équipements ou installations anciennes maintenant inutilisées.

Pour ne citer que les principaux, grue de levage délabrée et hors service, ancienne haveuse, moteur thermiques hors service,...
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'évacuer du site de la carrière tous les équipements abandonnés dans le respect de la prescription contrôlée. Les filières appropriées seront justifiées par leur caractérisation (ferraille, pneus, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois